

Interpellation présentée par le député :
M. Stéphane Florey

Date de dépôt : 17 décembre 2010

Interpellation urgente écrite

La mafia albanophone s'empare de Genève et y blanchit ses revenus ! Que font nos autorités ?

Mesdames et
Messieurs les députés,

Le temps où Genève était un endroit sûr, propre et agréable est révolu ! Victime d'un abandon volontaire des contrôles aux frontières et d'une immigration de masse voulue par nos élites bien-pensantes, notre République connaît à présent le taux de criminalité le plus élevé de Suisse ! L'Etat, qui s'est abstenu de prendre les mesures visant à assainir la situation malsaine prévalant ainsi qu'à s'attaquer efficacement à la criminalité, est responsable de l'implantation d'organisations criminelles sur son territoire.

La criminalité s'est installée de façon progressive à Genève. Dans un premier temps, ce sont les mendiants Roms, puis les escrocs au bonneteau qui se sont installés. A ces parasites, se sont ajoutés d'autres malfaiteurs comme ceux partie intégrante à des bandes de cambrioleurs ou de braqueurs ultra-violents. Enfin, étape suivante sur l'échelle du crime, on apprend que les mafias albanophones sont solidement implantées à Genève ! Ainsi, nous n'avons plus rien à envier aux villes de Naples ou de Palerme, puisque nous connaissons aussi la présence d'une mafia. Toutefois, à la différence de ces localités du sud de l'Italie « notre mafia » n'est pas dirigée par nos compatriotes, mais est venue à nous de l'étranger, profitant d'un terreau propice à son implantation.

D'après les déclarations du substitut du Procureur dans la presse, Monsieur Bertossa, tous les réseaux de trafic d'héroïne ayant pu être démantelés en Suisse sont constitués de personnes originaires d'Albanie ou du Kosovo. En outre, bien que les quantités d'héroïne saisies par la police

genevoise semblent importantes (40,5 kg en 2009), elles ne représentent que la pointe de l'iceberg d'une économie illégale qui vend de la mort.

Genève, on le sait, fait figure de plaque tournante du marché de la drogue. Avec une politique laxiste en matière de lutte contre ce fléau et la présence de structures - comme le Quai 9 - qui attirent des consommateurs extérieurs au canton, le commerce de la drogue se porte très bien.

Les revenus des mafias albanophones sont si importants que ces organisations criminelles prennent de l'ampleur et se diversifient dans d'autres activités criminelles, comme la traite des femmes et les trafics divers. Si une partie des recettes sont investies dans des activités illégales, la mafia procéderait également au blanchiment de ses revenus dans le canton par le biais de restaurants, de bars, de cabarets ou dans l'immobilier.

Ma question est la suivante :

Quels nouveaux moyens le Gouvernement compte-t-il mettre en œuvre pour endiguer l'implantation d'organisations criminelles à Genève et lutter contre le blanchiment d'argent dans l'économie locale par ces dernières?

Je remercie le Conseil d'Etat pour sa réponse.